

Synthèse

Tous les jours, les médias se font l'écho de crises concernant l'eau. Des sécheresses sur le pourtour du bassin méditerranéen entraîne des restrictions sur l'usage de l'eau potable, fragilisant une économie déjà menacée par les risques d'incendies. Des inondations à répétition dans le nord de la France nécessitent des évacuations et des frais de remise en état considérables.

Il nous a semblé ainsi nécessaire d'identifier de manière globale les différents risques (économique, sécuritaire, juridique, sanitaire, écologique...) que cela fait peser sur notre société pour anticiper au mieux les évolutions nécessaires. Il s'agit également d'accompagner un changement culturel dans l'appréhension de l'usage de l'eau pour aller vers une juste sobriété alliant préservation et réponse aux besoins.

Pour cela, la France peut s'appuyer sur une gouvernance incluant les différents acteurs du domaine de l'eau avec une approche en poupée gigogne pour la bonne prise en compte des différentes échelles géographiques du cycle de l'eau. Cette gouvernance vise à retrouver un équilibre quantitatif et qualitatif par sous-bassin en favorisant l'émergence des actions à mener au niveau local. Cependant la durée et la complexité de certaines démarches et le maintien de fortes tensions localement montrent la grande difficulté d'avoir une gouvernance consensuelle sur ce sujet. Cela se traduit par une très forte judiciarisation autour des projets émergents ajoutant ainsi de longues périodes d'incertitude où les positions se crispent encore plus et met en valeur le besoin de disposer d'études d'impact robustes des projets.

Pour arriver à une gestion plus objective sur ce sujet actuellement non consensuel, il apparaît ainsi nécessaire d'avoir une meilleure connaissance des phénomènes. De nombreuses bases de données existent mais mériteraient pour certaines d'être interopérables ou d'être complétées. Il s'agit d'être en capacité d'avoir une bonne connaissance de la ressource disponible et de son cycle, de pouvoir suivre la consommation de tous les usages (agricole, eau potable mais aussi les différents usages industriels) et de permettre de qualifier de manière robuste les impacts écologiques des projets émergents.

Comme ce qui est rare est cher, cette raréfaction de la ressource eau interroge aussi sur la valeur qui est à donner à l'usage de l'eau. L'eau étant considérée en France comme un « bien commun », il ne s'agit pas d'aller vers une dérégulation du marché de l'eau mais de s'interroger sur toutes les mesures contracycliques financières qui peuvent être mises en place. Cela concerne l'accompagnement du changement culturel vers une société globalement plus sobre en consommation d'eau, la réalisation de choix collectifs entre différents usages de l'eau ou l'évitement de certains comportements trop consommateurs.

Le dernier chapitre de l'ouvrage examine les enjeux liés au réseau de distribution d'eau et l'autoconsommation locale par les particuliers. En effet, le réseau historique présente de nombreuses fuites, et plus généralement, l'utilisation d'une eau de qualité potable pour tous les usages, de la boisson au lavage et l'arrosage, représente un énorme gaspillage.

13

Ainsi, se dessinent trois qualités d'eaux, l'eau potable, l'eau de lavage et l'eau grise, cette dernière ayant vocation à être évacuée dans le réseau des eaux usées. Et l'eau de pluie, en quantité plus que suffisante, pourrait devenir la ressource renouvelable des particuliers.